

ROSA Newsletter

Points de vue sur l'actualité La sécurité alimentaire dans le G20 présidé par la France

La France assure cette année la Présidence du G20 autour de six thèmes prioritaires, parmi lesquelles la lutte contre la volatilité excessive des prix des matières premières et le développement. La volatilité des prix est abordée dans les « filières » finance, développement et agriculture. La filière finance travaille sur la régulation des marchés financiers de produits dérivés de matières premières, y compris les matières premières agricoles. Le groupe de travail du G20 sur le développement¹ est chargé de mettre en œuvre le plan d'action d'action pluriannuel pour le développement axé sur 9 « piliers » dont la sécurité alimentaire². Enfin, une innovation de la Présidence française du G20 est la tenue d'une réunion des ministres de l'agriculture prévue les 22-23 juin³.

Dans cet article, Sujiro Seam, sous-directeur de la sécurité alimentaire et du développement économique au Ministère français des Affaires Étrangères et Européennes et co-facilitateur pour les travaux du G20 sur la sécurité alimentaire dans le cadre du groupe de travail sur le développement, présente les étapes de la préparation du Sommet, les principaux points de consensus et de divergence entre les pays membres et tire un premier bilan des discussions qui ont eu lieu.

Où en est-on de la préparation du G20 sur les questions de sécurité alimentaire ?

Le mois de mars a été marqué par trois réunions en lien avec la sécurité alimentaire : les premières réunions des experts de la sécurité alimentaire de la filière développement les 19-20 mars, et du groupe de travail du G20 sur le développement les 21-22 mars et la deuxième réunion des suppléants « Agriculture » les 23 et 24 mars.

Sur la sécurité alimentaire, le plan d'action de Séoul invitait des organisations internationales⁴ à présenter

des rapports sur six thèmes : i) la recherche, ii) la redevabilité, iii) la cohérence des politiques, iv) la volatilité des prix, v) la nutrition, et vi) les investissements agricoles responsables. Ces rapports ont été présentés et examinés lors de la réunion des 19-20 mars et les premières conclusions de cet examen ont été endossées par le groupe de travail du G20 sur le développement des 21-22 mars.

Le rapport sur la volatilité des prix a également été discuté par les suppléants « Agriculture », chargés de préparer la réunion ministérielle agricole. Les discussions se sont structurées autour de quatre sujets, proposés par la Présidence française du G20 (transparence, coordination, gestion du risque et productivité globale agricole). Un plan d'action doit alors être préparé pour début mai, avant la 3ème réunion des suppléants « Agriculture » les 11 et 12 mai.

Quels sont les points de convergence et de divergence qui se dégagent des discussions ?

Parmi les avancées majeures, on peut noter le consensus qui se dégage parmi l'ensemble des membres du G20 pour faire de la sécurité alimentaire une priorité, en adressant des messages politiques forts et en travaillant sur des outils concrets pour lutter contre la faim dans le monde.

Ainsi, sur la recherche, la proposition de la Présidence française du G20 d'accueillir à Montpellier les 12-13 septembre une réunion avec les organismes de recherche agricole des membres du G20 a été bien accueillie. Il a aussi été convenu de continuer d'avancer dans la sélection de projets pilotes en matière de mécanismes de financements innovants permettant d'attirer le secteur privé vers l'innovation agricole (« *Agricultural pull mechanisms* »).

¹ Créé lors du Sommet du G20 de Toronto (26-27 juin 2010).

² Adopté lors du Sommet du G20 de Séoul (11-12 novembre 2010).

³ Le Sommet du G20 est prévu à Cannes les 3-4 novembre.

⁴ Les organisations chargées de piloter les rapports sont : la recherche (Banque Mondiale, FAO), la redevabilité (AFSI), la cohérence des politiques (CSA), la volatilité des prix (rapport inter-organisations préparé par la Banque Mondiale (BM) la CNUCED, la FAO, le FIDA, le FMI, la HLTF, l'IFPRI, l'OCDE, l'OMC et le PAM, coordonné par l'OCDE et la FAO), la nutrition (BM/HLTF), et les investissements agricoles responsables (BM, CNUCED, FAO et FIDA).

EuropeAid

Le ROSA est une initiative de :


COMMISSION
EUROPÉENNE

ROSA Newsletter N° 27

FR

Sur la redevabilité, la coordination des travaux a été confiée à l'AFSI, renforçant ainsi son rôle en tant que plateforme au service de différentes initiatives mondiales pour la sécurité alimentaire. L'AFSI contribue également à la préparation du rapport sur la redevabilité du G8, dont l'adoption est prévue au Sommet de Deauville (26-27 mai).

Sur la cohérence des politiques, le G20 a reconnu et soutenu les travaux du CSA, notamment en vue de l'élaboration d'un cadre stratégique mondial, sur les questions foncières et d'investissement agricole responsable, ainsi que sur la volatilité des prix.

Concernant la volatilité des prix, un consensus s'est dégagé sur la mise en place d'une « Joint Organisations Data Initiative (JODI) », visant à améliorer la transparence des données sur les marchés de céréales (blé, maïs, riz) et pour le soja. Les travaux doivent encore être approfondis, notamment sur les aspects liés à la coordination. Les pays s'accordent sur la nécessité de ne pas créer de nouvelles structures. Toutefois, le format que pourrait avoir un forum d'experts des marchés en lien avec le CSA doit être précisé. D'autre part, certains membres du G20 poussent pour que les questions commerciales soient abordées en G20, notamment pour les restrictions aux exportations, tandis que d'autres considèrent que l'OMC constitue l'enceinte la plus adéquate pour traiter ces questions.

Sur la protection des plus vulnérables face à la volatilité des prix, la faisabilité d'un système de réserves d'urgence, avec un focus sur l'approche régionale et optimisant les instruments existants, doit faire l'objet d'études complémentaires. La question de l'exemption de l'aide alimentaire des restrictions aux

exportations est également traitée dans ce cadre. La Présidence française tente d'élargir cette exemption aux PMA importateurs nets. En matière de nutrition, le G20 appuie une approche articulant court terme et long terme et mobilisant l'ensemble des politiques sectorielles qui ont un impact sur la nutrition.

S'agissant d'investissement agricole responsable, le G20 soutient la consultation engagée sur ce sujet sous l'égide du CSA et, en parallèle, le lancement de projets pilotes pour tester des principes d'investissement agricole responsable, le retour d'expérience pouvant nourrir la consultation engagée.

Quel premier bilan tirez-vous des discussions entre les pays du G20 ?

Il faut tout d'abord saluer le fait que les organisations internationales aient réussi à parler d'une seule voix et à présenter une position consensuelle, qui dégage en même temps des options que les membres du G20 peuvent développer. On constate une vraie mobilisation autour du sujet de la volatilité des prix agricole et les échanges sont dynamiques et intéressants. Il est également intéressant d'observer que dans les réunions agricoles, l'angle sécurité alimentaire/ développement fait l'unanimité ; cela semble être un bon angle d'attaque qui permet qu'aucun pays ne bloque les discussions.

Pour aller plus loin :



Le site de la Présidence française du G20/G8 : <http://www.g20-g8.com/g8-g20/g20/francais/accueil.1.html>

Agenda

Evénements passés

- **Conférence internationale sur le thème « Déployer le potentiel de l'agriculture pour améliorer la nutrition et la santé »** (10- 12 février 2011, New Delhi) : Comment déployer le potentiel de l'agriculture pour réduire la malnutrition et les problèmes de santé ? Cette question était au centre des discussions lors de la conférence de haut niveau organisée par l'IFPRI. Celle-ci visait à diffuser des informations, influencer et catalyser l'action pour mieux diriger les investissements dans l'agriculture pour atteindre la sécurité alimentaire et améliorer la santé des populations pauvres. La conférence a réuni environ 1000 participants de 65 pays. Les principales parties prenantes étaient représentées : les administrations publiques, les organisations internationales, les banques de développement, les instituts de recherche, les fondations, le secteur privé et la société civile. >>>

Evénements à venir

- **20 avril** : Atelier international sur le changement climatique, la volatilité des prix et l'insécurité alimentaire en Asie du Sud-Est - Jakarta (Indonésie)
- **21-22 avril** : Réunion restreinte du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) - Paris (France) >>>
- **12-13 mai** : Atelier sur le thème : "Mesurer les impacts d'interventions santé-agriculture intégrées" – Leeds (Royaume Uni) >>>
- **26-27 mai** : Sommet du G8 – Deauville (France)
- **7 juin** : Séminaire de la CE sur le développement rural et agricole (DRA), « Approches sectorielles » – Bruxelles (Belgique) >>>
- **22-23 juin** : Réunion ministérielle - G20 Agriculture (France)
- **29 juin** : Séminaire de la CE sur le DRA, « Les enjeux clés dans le DRA »– Bruxelles

- **4 juillet** : Séminaire de la CE sur le DRA, « L'approche filière dans le DRA » – Bruxelles [>>>](#)
- **18-22 octobre** : 37^e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO (CSA) - Rome (Italie)
- **3-4 novembre** : Sommet du G20 (France)
- **28 novembre-9 décembre** : 17^e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 17) - Durban (Afrique du Sud)

Pour plus d'information : [Événements à venir](#)

Nouvelles de la Commission

- **3^{ème} Forum européen du développement rural** (29 mars - 1er avril, Palencia) : Environ 400 délégués ont participé au 3^{ème} forum européen. A travers les présentations d'experts internationaux, ils ont échangé sur des exemples d'actions réussies de réduction de la malnutrition et de la pauvreté. Le dernier jour, des groupes de travail ont émis un ensemble de recommandations sur différents sujets clés de la sécurité alimentaire. [>>>](#)
- **Séminaires et formations de la CE sur le développement rural et agricole (DRA)**
Approches sectorielles des ressources naturelles - 7 juin (Bruxelles) : Formation sur les enjeux méthodologiques et opérationnels, notamment :

- la création de cadres politiques et stratégiques ; l'évaluation des institutions et des capacités de mise en oeuvre ; le lien entre les ressources et les politiques, l'opérationnalisation de systèmes de suivi et les modalités d'une bonne coordination entre bailleurs de fonds ;
- des présentations d'études de cas seront à la base des discussions et de l'apprentissage, fondés sur le partage d'expériences ;
- des exercices pratiques en groupes de travail. [>>>](#)

Les enjeux clés du DRA - 29 juin (Bruxelles) : Composé de 6 modules (3 jours). Après un état des lieux, 4 sujets clés seront abordés :

- l'évolution des prix des denrées alimentaires ;
- la gestion des risques ;
- les organisations paysannes (OP) ;
- la décentralisation et le développement agricole et rural / le développement territorial ;
- résumé des enseignements tirés et recommandations pour la suite. [>>>](#)

Les filières dans le DRA - 4 Juillet (Bruxelles) : Composé de 4 modules (3 jours), ce séminaire traitera de plusieurs points clés :

- le renforcement des filières et la croissance pro-pauvres ;
- l'analyse des filières (méthodes etc.) ;
- stratégies d'amélioration des filières (étapes, méthode de formulation). [>>>](#)

Actualités du réseau

Nouvelles ressources en ligne

- **Situation alimentaire et nutritionnelle**

La situation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation 2010-2011. Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement - FAO, 2011

Le rapport aborde la question du genre dans l'économie rurale des pays en développement. Il expose d'abord le statut des femmes dans le secteur agricole et les obstacles qu'elles y rencontrent, puis analyse les données économiques sur la productivité des agriculteurs (trices) et donne une estimation des avantages que l'on pourrait escompter en comblant le fossé hommes-femmes en matière d'utilisation d'intrants. Des politiques et des programmes sont présentés pouvant contribuer à combler le fossé hommes-femmes dans l'agriculture et soutenir le développement. Un meilleur accès des femmes à la terre, aux animaux d'élevage, à l'instruction, aux

services financiers et de vulgarisation, aux technologies et au marché de l'emploi en milieu rural se traduirait par une nette augmentation de leur productivité et par une amélioration de la production agricole, de la sécurité alimentaire, de la croissance économique et du bien-être social. Cependant, il n'y a pas de solution unique pour supprimer l'écart hommes-femmes. [>>>](#)

- **Transferts sociaux et accès à l'alimentation**

Echanges Nord-Sud de savoirs sur les programmes de transferts sociaux conditionnels basés sur des incitations, Lawrence Aber, Laura B. Rawlings, Travail et protection sociale, Banque Mondiale - Janvier 2011

Les programmes de transferts sociaux conditionnels (TSC) ont été largement étudiés et analysés, créant ainsi une base riche en enseignements. Cet article passe

d'abord en revue l'émergence des TSC dans le domaine de la protection sociale, conjointement à l'utilisation accrue de mécanismes incitatifs pour promouvoir le développement du capital humain. Ensuite, le document s'intéresse à ce qu'on peut tirer, à ce jour, des expériences de TSC au Sud, et soulève un ensemble de questions concernant la pertinence et la répliquabilité de ces expériences dans d'autres contextes. Puis il se tourne vers des programmes au Nord influencés par ceux au Sud. Enfin, l'article appelle à des échanges d'informations accrus entre le Nord et le Sud, et entre la science comportementale et les politiques de protection sociale. Disponible en anglais uniquement. >>>

Les transferts monétaires. Retours d'expériences, DFID - Avril 2011

Ce rapport du Département de développement international britannique (DFID) est une mise à jour d'une publication publiée en 2005. Il fournit une synthèse des données disponibles sur l'impact des transferts monétaires dans les pays en développement, et sur ce qui fonctionne dans des contextes différents et pour des objectifs de développement différents. Il vise à éclairer la prise de décision, principalement par le DFID et ses partenaires. Le but principal des transferts monétaires est de réduire la pauvreté et la vulnérabilité directement. Toutefois, les retours d'expériences démontrent qu'ils peuvent contribuer directement ou indirectement à un éventail beaucoup plus large d'objectifs de développement, y compris :

- le développement humain (santé, nutrition et éducation) ;
- l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; et
- l'intégration économique et la croissance.

Disponible en anglais uniquement. >>>

➤ **Droit à l'alimentation**

Le combat pour le droit à l'alimentation. Retours d'expériences, Jean Ziegler, Christophe Golay, Claire Mahon, Sally-Anne Way - Février 2011

Ce livre rapporte le travail de Jean Ziegler, Rapporteur des Nations unies sur le droit à l'alimentation de 2000 à 2008 et donne, plus généralement, des éclairages conséquents sur le travail d'un "Rapporteur spécial" de l'ONU et de son équipe. Le livre permet des avancées sur la compréhension du droit à l'alimentation en théorie et en pratique en couvrant les principaux développements conceptuels et juridiques du terme. Il permet également une compréhension opérationnelle du droit à l'alimentation en documentant des expériences dans 11 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Il révèle certains obstacles à la réalisation du droit à l'alimentation, montre les défis clés pour le futur et repousse les limites des droits de l'homme afin de pouvoir lutter contre la sous-nutrition dans un cadre globalisé. En anglais uniquement. >>>

Les nouveaux défis face à la réalisation du droit à l'alimentation, Miguel Ángel Martín López, José Luis Vivero Pol (coord.) - 2011

D'après ce livre, les crises alimentaires récentes ont révélé l'incapacité du droit à l'alimentation à corriger et prévenir ces crises. Selon les auteurs, il est nécessaire d'aller au delà des lignes directrices volontaires et d'adopter une juridiction contraignante. Les auteurs s'intéressent à un certain nombre de déterminants qui auront un impact majeur sur la mise en œuvre du droit à l'alimentation dans les années à venir, et qui sont peu, ou pas du tout, régulés. Il s'agit notamment du changement climatique, des biotechnologies et des enjeux de propriété intellectuelle. Le livre remarque également que le droit à l'alimentation nécessite un regard critique sur les modes de production agricole. Il encourage le développement d'une agriculture durable. Livre en anglais uniquement. >>>

➤ **Autres thématiques**

L'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique. Etat des lieux des connaissances, des outils et des expériences, CCAFS / CGIAR / ESSP - Novembre 2010

Cette note de synthèse a été élaborée pour la Conférence de la Haye sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique en novembre 2010. Elle a été rédigée pour le compte du CGIAR (Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale). Ce document rassemble les connaissances disponibles sur les impacts du changement climatique dans le secteur de l'agriculture et sur les systèmes alimentaires. Il présente plusieurs approches de gestion de la variabilité accrue du climat et des risques (actuels et futurs). Il établit également les modalités d'une évolution vers des pratiques culturelles contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'adaptation au changement climatique. Cette évolution ne devra pas compromettre les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des petits agriculteurs. Article en anglais uniquement. >>>

La sécurité alimentaire et les changements environnementaux mondiaux, John Ingram, Polly Ericksen et Diana Liverman (coord.) - Octobre 2010

Ce livre est une synthèse de l'état des connaissances sur les liens entre les changements environnementaux mondiaux (CEM) et la sécurité alimentaire. Les auteurs dressent un panorama de la relation complexe entre les changements environnementaux mondiaux (CEM) et la sécurité alimentaire. Les CEM représentent une menace immédiate et sans précédent pour la sécurité alimentaire. L'agriculture contribue également aux CEM, de même les mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire peuvent encourager les CEM. Les interventions visant à s'adapter aux CEM peuvent elles aussi avoir un impact négatif sur la sécurité alimentaire. Le livre adopte une perspective large et se

base sur une vision novatrice des systèmes alimentaires. Il souligne la nécessité d'actions au niveau régional, et pas seulement international ou local. Il passe en revue les réflexions qui ont émergé ces dix dernières années, analyse les modalités d'implication des parties prenantes et de mise en œuvre

d'études au niveau régional. Il couvre aussi des sujets épineux au sein du débat sécurité alimentaire-CEM, permettant de placer de nouvelles thématiques à l'agenda de la recherche. Rapport en anglais uniquement. [>>>](#)

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du Gret chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative de l'Office de Coopération EuropeAid (de l'unité E6 - Ressources naturelles en collaboration avec l'unité G4 - Formation et gestion des connaissances).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.